

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETEX France Building Performance

3070 Route de Blauvac
84380 Mazan

Références : D00788-2023 / LRAR N°1A 200 983 4503 6
Code AIOT : 0006401643

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement ETEX France Building Performance implanté 3070 Route de Blauvac 84380 Mazan. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX France Building Performance
- 3070 Route de Blauvac 84380 Mazan
- Code AIOT : 0006401643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Etex France Building Performance exploite une usine de fabrication de produits à base de plâtre, sur la commune de MAZAN. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2520 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées notamment par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2009, modifié par l'arrêté du 28 février 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Respect de ou des échéances des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Contenus de l'inspection et de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16 et 19	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Visite terrain (marquage, supportages, revêtements, accessoires , etc)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Respect de ou des échéances des requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I	Sans objet
5	déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 4 non-conformités au cours de cette visite, relatives au suivi des équipements sous pression. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de la liste des ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste sous format numérique, mentionnant la présence de 43 ESP sur son site, soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/17. Cette liste indique, pour chaque équipement, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection périodique et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. Toutefois, le type (récipient, tuyauteries, générateur de vapeur, ACAFR) et le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) ne sont pas précisés.
Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter la liste des ESP avec la mention du type d'équipement et du régime de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Respect de ou des échéances des inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique
Prescription contrôlée : L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

<p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois. Pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des ESP mentionne 12 équipements, de type réservoirs, pour lesquels la dernière inspection périodique (IP) date de 2015 ou de 2018 : ces équipements auraient dû être contrôlés en 2019 ou en 2022 et sont donc en retard d'IP au jour de la visite. L'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'il s'agit de réservoirs en hauteur, très difficilement accessibles ; • qu'il est en train de mettre en place des échelles à crinoline, afin d'accéder en sécurité à ces équipements. Toutefois, les 12 équipements précités n'ont pas encore été équipés.
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit, pour les 12 équipements en retard d'IP, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous 3 mois, remplacer ces équipements par des neufs ; - sous 6 mois, réaliser l'IP prévue par l'article 15 de l'arrêté ministériel, après avoir éventuellement mis en place des échelles à crinoline. <p>Dans l'attente, l'accès aux zones concernées devra être interdit aux personnels, sauf après mise à l'arrêt des équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Respect de ou des échéances des requalifications périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'échéance de requalification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins

<p>annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</p> <p>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des 43 ESP présents sur le site, établie par l'exploitant, ne fait pas apparaître d'équipement en retard de requalification périodique (RP).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 :Contenus de l'inspection et de la requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16 et 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Examen du compte-rendu des inspections et requalifications périodiques</p>

Prescription contrôlée :

Art. 16 I. – L'inspection périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.

II. – L'inspection périodique comprend :

- une vérification extérieure ;
- une vérification intérieure dans le cas :
- des générateurs de vapeur ;
- des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique. D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées.

[...]

- pour les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, l'inspection périodique inclut également la vérification :
- de l'état et du fonctionnement des dispositifs de régulation mentionnés au II de l'article 3; – de l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ;
- de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté.

Elle porte sur toutes les parties visibles après mise à nu et démontage de tous les éléments amovibles. Cependant, pour les équipements sous pression revêtus intérieurement et/ou extérieurement ou munis d'un garnissage intérieur, un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle, précise les modalités de réalisation d'une inspection périodique.

Art. 19 I. – La requalification périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3

II. – La requalification périodique d'un équipement comprend, dans cet ordre, sauf dispositions contraires dans un cahier technique professionnel ou dans les décisions mentionnées aux annexes 1 et 3 :

- une vérification de l'existence et de l'exactitude des documents prévus à l'article 6 ;
- une inspection ;
- une épreuve hydraulique ;
- la vérification des accessoires et dispositifs mentionnés au I du présent article.

Les accessoires de sécurité sont vérifiés selon les modalités fixées à l'article 22.

Toutefois, sont dispensés d'épreuve hydraulique les équipements néo-soumis, les tuyauteries et leurs accessoires de sécurité et accessoires sous pression ainsi que les récipients contenant des fluides autres que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée dont la pression maximale admissible est au plus égale à 4 bar.

Dans le cas des tuyauteries, l'inspection peut être limitée à un examen visuel de zones particulières identifiées dans le programme de contrôle défini au III de l'article 15 du présent arrêté, sous réserve que ce dernier, éventuellement complété par d'autres vérifications, ait été

approuvé par l'organisme habilité cité à l'article 34 du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné les rapports d'inspection et de requalification périodiques des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réservoir n°117998, fabriqué par la société « Standard industrie » (compte-rendu d'IP DEKRA n°B67982511701R002 du 15/03/2017 et attestation APAVE de RP n°399321 du 17/10/2023) ; - réservoir n°1129, fabriqué par la société « Le Réservoir » (compte-rendu d'IP APAVE n°96515 du 28/06/2021 et attestation ASAP de RP n°180053 du 17/11/2014). <p>Les compte-rendus d'IP et de RP comportent les informations requises par la réglementation. Toutefois, l'inspection relève que le compte-rendu d'IP et l'attestation de RP du réservoir n°117998 comportent des données différentes au niveau des caractéristiques de l'équipement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pression maximale admissible PS de 15 bars mentionnée sur l'attestation de RP contre 12 bars sur le compte-rendu d'IP ; • pression d'épreuve PE de 22,5 bars mentionnée sur l'attestation de RP contre 18 bars notés sur le compte-rendu d'IP ; • ESP fabriqué par la société « Standard Industrie » d'après l'attestation de RP, alors que le compte-rendu d'IP mentionne la société « IPL ». <p>Par ailleurs, l'inspection relève que l'épreuve hydraulique du 17/10/2023 a été réalisée à la pression de 18 bars d'après l'attestation de requalification, alors qu'une pression d'épreuve de 22,5 bars est requise d'après la même attestation.</p> <p>A la suite de cette visite, l'exploitant a transmis une photographie de la plaque du réservoir n°117998, situé en hauteur sous le silo 314. L'inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'attestation de RP mentionne que l'ESP a été fabriqué selon la directive 87-404CEE. Toutefois, la plaque ne comporte pas le marquage CE, ni le nom de l'organisme de contrôle agréé chargé de la vérification CE ; • la plaque mentionne une pression PS de 15 bars (la pression d'épreuve n'est pas précisée), ainsi que le nom de la société « Standard Industrie ». <p>Par conséquent, l'attestation de RP du 17/10/2023 mentionne les bonnes caractéristiques de l'ESP (PS de 15b, PE de 22,5b, fabricant). Toutefois, l'épreuve hydraulique n'a pas été réalisée à la pression prévue.</p> <p>La photographie de la plaque est jointe en annexe au présent rapport.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, pour le réservoir n°117998 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • justifier de la conformité de l'équipement vis à vis de la directive n°87-404CEE ou, à défaut, le mettre au rebut ; • en cas de conformité de l'équipement vis à vis de la directive précitée, justifier de la pression d'épreuve ou, à défaut, procéder à une nouvelle RP du réservoir. <p>Par ailleurs, les mêmes vérifications doivent être effectuées, sous le même délai, sur l'ensemble des réservoirs similaires présents sur l'usine.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration de mise en service
Prescription contrôlée : Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service : 1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ; [...]
Constats : les caractéristiques de l'ESP n°1129, fabriqué par la société « Le Réservoir », le soumettent à déclaration de mise en service (PS > 4 bars et PS.V > 10 000 bars.litres). L'exploitant a présenté le récépissé de déclaration de mise en service n°2009-84-001-JD du 05/01/2009, émis par la DRIRE pour cet équipement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Visite terrain (marquage, supportages, revêtements, accessoires , etc)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat marquages, supportages, présence et installation accessoire sécurité
Prescription contrôlée : Art. 3. I. – Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. [...] Si les assemblages sont de type non permanent, les joints utilisés sont adaptés au processus industriel et aux produits mis en œuvre. L'étanchéité de ces assemblages est vérifiée au plus tard lors de la mise en service et constatée lorsque le processus industriel est devenu opérationnel, et après toute intervention susceptible d'affecter ces assemblages. [...] V. – Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent. La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables. Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger. Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance. VI. – Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : L'inspection a examiné les conditions d'installation du réservoir n°1129 sur site : la présence du poinçon « tête de cheval » n'a pas été observée à proximité de la date de la RP du 17/11/2014. Par ailleurs, les compte-rendus d'IP et de RP mentionnent que cet équipement est protégé par une soupape commune à plusieurs équipements, placée en sortie du compresseur, en amont du

réservoir n°1129. L'inspection a pu constater la présence d'une soupape en sortie du compresseur, près du réservoir CU164 comme mentionné sur le dernier compte-rendu d'IP ; toutefois, le cheminement reliant la soupape au réservoir n'a pas pu être contrôlé compte-tenu de la complexité du circuit d'air comprimé.

Les photographies de l'ESP n°1129 et de sa plaque sont jointes en annexe au présent rapport.

Observations :

L'exploitant doit faire procéder à la requalification du réservoir n°1129, sous 3 mois, en veillant à la bonne apposition du poinçon « tête de cheval » à l'issue de cette opération.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois